ASSEMBLÉE NATIONALE

8 juin 2021

RESPECT DES PRINCIPES DE LA RÉPUBLIQUE - (N° 4078)

Rejeté

SOUS-AMENDEMENT

N ° 832

présenté par
M. Labille

à l'amendement n° 456 de Mme Brugnera

ARTICLE 21

Rédiger ainsi la seconde phrase du cinquième alinéa :

« Elle peut également, à travers une déclaration au maire et à l'autorité de l'État compétente en matière d'éducation, procéder à l'instruction en famille. »

EXPOSÉ SOMMAIRE

Le régime d'autorisation est une restriction des libertés. Le contrôle ne doit pas être a priori mais a posteriori comme cela est prévu depuis la loi ferry de 1882.